

• Pour remporter les élections, la gauche doit-elle préconiser la politique de la droite ?

La proie pour l'ombre

● *Peut-on augmenter tout à la fois les investissements productifs, les salaires réels et les loisirs des travailleurs, les dépenses sociales et culturelles de l'Etat sans courir à l'inflation et à la ruine ? Telle est la question qui oppose, depuis plusieurs semaines, deux puissances très inégales. D'un côté, le parti communiste français : dans l'ébauche de programme qu'il propose aux autres forces de gauche, il affirme que tous ces objectifs sont réalisables, à deux conditions principales toutefois : la nationalisation des monopoles capitalistes et une réforme profonde de la fiscalité française. De l'autre côté, l'hebdomadaire « l'Express » : son directeur accuse les communistes de démagogie et de poujadisme. En avançant des objectifs aussi incohérents, soutient-il, ils se disqualifient d'avance comme parti de gouvernement. Qui a raison ?*

Sur le plan économique, la réponse n'est pas difficile. Elle a été donnée, il y a dix-huit mois, par un Français célèbre qui n'est pas partie au débat : « Toute tentative, écrivait-il, pour redistribuer le revenu national se heurtera très vite aux étroites limites de l'équilibre capitaliste. Pour franchir ces limites et rendre l'impossible possible, il n'y a qu'un moyen : des réformes de structure anticapitalistes. »

L'auteur de cette réponse ? C'est le comte de Paris. Les communistes et beaucoup de socialistes, S.F.I.O. ou P.S.U., ne disent pas autre chose. C'est normal : le comte de Paris a appris sa leçon chez eux. Et cette leçon, apparemment, n'est pas à la portée de tout le monde. « L'Express », en effet, oppose aux communistes sa logique linéaire. Vous n'êtes pas des gens sérieux, écrit-il en substance. Vous voulez augmenter les bas salaires, réduire la durée du travail, diminuer les impôts des petits salariés, accroître les dépenses pour l'éducation et la recherche... Où allez-vous prendre l'argent ? Dans la caisse des sociétés, parbleu : vous allez écimer leurs profits. Mais le profit, c'est d'abord ce qui permet aux sociétés d'investir, à l'économie de progresser. Il faut faire le contraire de ce que vous proposez.

Le contraire, c'est-à-dire :
 ● faire en sorte que les salaires augmentent « moins vite encore » que sous MM. Pompidou, Giscard et Debré, afin que profits et investissements puissent croître plus vite. Car « la consommation est de droite, l'investissement de gauche » ;
 ● favoriser mieux encore que ne le fait le gaullisme les concentrations et fusions d'entreprises, car les grands

trusts de taille internationale sont seuls capables de financer la recherche ;

● renoncer à toute nationalisation pour, au contraire, protéger et stimuler les grands trusts privés qui « sont les alliés indispensables d'un gouvernement de gauche ».

Dits de gauche

C'est franc, c'est logique. On croirait entendre le chancelier Erhard ou ses émules français du C.N.P.F. Et cela se termine par une mise en demeure : oui ou non, les communistes veulent-ils être un parti de gouvernement ? Si c'est oui, dit « l'Express », il faut d'abord qu'ils comprennent une chose : la France est capitaliste ; pour la gouverner, il faut s'engager avant tout à ne pas « casser la machine de l'économie capitaliste, la nôtre ». Il faut, avant tout, gagner la confiance du patronat ; si le Front populaire a échoué en 1936, c'est « par absence de réalisme devant le fonctionnement de l'économie capitaliste ».

On n'était jamais allé si loin, dans les milieux dits de gauche, pour démontrer que la gauche, si elle veut prendre le pouvoir, doit faire la politique de la droite. Ce qui soulève une première question : comment, avec un programme de droite, la gauche gagnera-t-elle les élections ? Réponse, sur laquelle méditent depuis un an les sociaux-démocrates de l'Allemagne de Bonn : ils ne gagneront pas. Pour faire une politique de droite, les partis de droite suffisent largement aux électeurs. Le temps n'est plus où la droite française, considérée par Guy Mollet comme « la plus bête du monde », devait s'en remettre à la

gauche du soin de faire sa politique. La droite française, qui va de Giscard à Debré, de Lecanuet à Edgar Faure et Pisani, n'est pas du tout dans la situation de faillite matérielle et morale dans laquelle se trouvaient les conservateurs britanniques quand Wilson s'est proposé pour leur reprendre le flambeau.

Mais revenons au problème économique. Les entreprises de grandes dimensions, cela est souvent vrai, sont plus rationnelles que les petites. Un gouvernement de gauche, cela est vrai encore, devra pousser les regroupements dans plusieurs branches françaises, dispersées et routinières : machines-outils, conserves, chaussures, produits pharmaceutiques, où vivent des milliers d'entreprises archaïques et routinières.

Comment y parviendra-t-on ? En empêchant les augmentations de salaire afin que les patrons puissent investir dans le progrès leurs profits accrus ? Evidemment non : si les profits sont confortables, les patrons persévéreront dans leur routine. Si, au contraire, on augmente fortement le S.M.I.G., si l'on supprime les abatements sur les salaires de province, ce sera de deux choses l'une : ou bien, pour tenir le coup, ces patrons retardataires regrouperont leurs entreprises et les moderniseront en empruntant des capitaux. Ou bien ils mettront la clé sous la porte et ce sera un bon débarras. A condition que les ouvriers licenciés puissent se reclasser, dans leur région, dans des entreprises dynamiques. C'est à l'Etat de les créer si elles n'existent pas.

Conclusion : ce sont les bas salaires, non les augmentations de salaires, qui s'opposent au progrès économique et technique.

En tête : les spiritueux

Voyons le point suivant. Pour investir plus, nous dit-on, il faut consommer moins. La chose est exacte, ici encore, au niveau d'une entreprise. Est-elle exacte au niveau d'une économie ? Cela dépend. Exemple : les Français réduisent de 20 % leurs dépenses de consommation. Résultat : les ventes de l'industrie baissent dans une proportion approuvante. Où l'industrie prendra-t-elle alors l'argent pour investir ?

L'affaire est donc moins simple qu'il n'y paraît. Il peut y avoir des consommations de gauche et des investissements de droite. La question est de savoir ce qu'on consomme et dans quoi on investit. Par exemple : la consommation de livres, journaux,

équipements culturels et sportifs, soins et produits médicaux et d'hygiène, etc., est de gauche. Elle fortifie et développe les facultés humaines. La consommation de spiritueux, dîners d'affaires, voitures de direction, résidences secondaires, bijoux et fourrures, etc., est de droite. Elle détourne à des fins somptuaires des ressources qui pourraient être investies.

Il faut donc préciser de qui et de quoi on veut restreindre la consommation. Les communistes sont explicites à ce sujet. « L'Express » aussi, mais dans l'autre sens : il veut faire augmenter « moins vite encore » la consommation des travailleurs gagnant 400 à 1 000 F par mois. Ce qui est une manière sûre de contraindre leurs enfants à se faire manœuvres ou apprentis à l'âge de quinze ans.

Autre point du débat : les profits des grands trusts, dit « l'Express », c'est le progrès. Au lieu de les écimer, il faut les détaxer, à condition qu'ils s'investissent. Au lieu de les comprimer, il faut les laisser croître afin que l'investissement puisse être autofinancé. De quels trusts et de quels investissements s'agit-il ?

Une banque privée publiait récemment un tableau instructif. Il concernait la rentabilité du capital dans une dizaine de branches. Celle qui venait en tête ? L'industrie des spiritueux. Si l'enquête avait porté également sur les activités non industrielles, on aurait trouvé aux premières places : le crédit à la consommation (qui rapporte couramment 18 %) ; la construction d'habitations de luxe ; les grands magasins et les eaux minérales.

C'est là que se réalisent les profits les plus forts. Des profits qui ne servent en rien le progrès. Pourquoi alors les banques investiraient-elles à dix ans d'échéance, en prenant de gros risques, dans la construction de calculatrices, par exemple ? Pourquoi, puisque le profit des apéritifs Ricard est dix fois plus élevé que celui de l'Alsacienne de Construction mécanique, et 30 % plus élevé que celui de la Thomson-Houston, entreprise de pointe s'il en est ?

Quel est le remède ? Dans la logique capitaliste, qui est aussi celle de « l'Express », il y en a un seul : permettre aux industries de pointe des taux de profit si élevés que leurs bénéfices couvriront largement tous leurs besoins. Est-ce possible ? Il est évident que non : si Neyric ou Thomson-Houston devaient pouvoir autofinancer toutes les recherches qu'ils devraient faire, leurs marges

par Michel Bosquet

de profit devraient être si fortes que leurs produits en deviendraient invendables. Et cela, quelle que soit leur taille.

Un sous-produit

L'exemple, si souvent vanté, des géants américains est la parfaite illustration de ce fait. Les très coûteuses recherches, fondamentales et appliquées, auxquelles ils procèdent,



LE COMTE DE PARIS
« Pour rendre l'impossible possible »...

publique les très grandes entreprises, celles qui accumulent et celles qui dévorent des capitaux ? Parce que leur gestion serait moins rationnelle ? Tout, en France, prouve le contraire : nulle part l'efficacité de l'investissement n'est aussi élevée que dans l'industrie nationalisée, qu'il s'agisse d'E.D.F. ou de la Régie Renault. Nulle part, on ne lutte aussi âprement contre le gaspillage et la déperdition de ressources.

La nationalisation des industries clés est donc une proposition rationnelle, du point de vue économique. S'agissant des monopoles de fait ou des cartels (dans le pétrole, la chimie, la pétrochimie, le verre, la fibre synthétique, l'aluminium, l'acier), la nationalisation permet d'assurer le progrès dans les moindres délais et au moindre coût. Dans d'autres secteurs clés — grande construction électrique et électronique, machine-outil, industrie pharmaceutique, etc. —, où la dispersion ou la rivalité des entreprises paralysent l'essor, la nationalisation est le moyen le plus efficace d'opérer les regroupements et coordinations nécessaires.

publique les très grandes entreprises, celles qui accumulent et celles qui dévorent des capitaux ? Parce que leur gestion serait moins rationnelle ? Tout, en France, prouve le contraire : nulle part l'efficacité de l'investissement n'est aussi élevée que dans l'industrie nationalisée, qu'il s'agisse d'E.D.F. ou de la Régie Renault. Nulle part, on ne lutte aussi âprement contre le gaspillage et la déperdition de ressources.

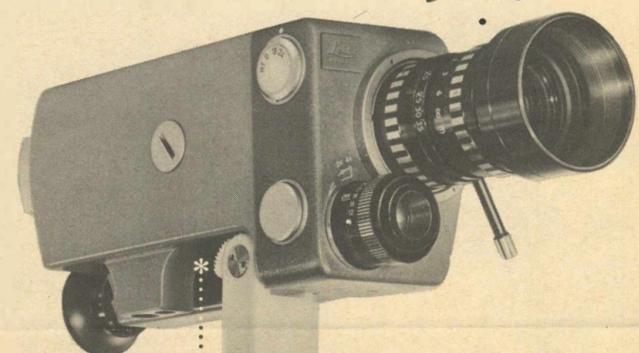
La nationalisation des industries clés est donc une proposition rationnelle, du point de vue économique. S'agissant des monopoles de fait ou des cartels (dans le pétrole, la chimie, la pétrochimie, le verre, la fibre synthétique, l'aluminium, l'acier), la nationalisation permet d'assurer le progrès dans les moindres délais et au moindre coût. Dans d'autres secteurs clés — grande construction électrique et électronique, machine-outil, industrie pharmaceutique, etc. —, où la dispersion ou la rivalité des entreprises paralysent l'essor, la nationalisation est le moyen le plus efficace d'opérer les regroupements et coordinations nécessaires.

Les armes nécessaires

Est-il politiquement irréaliste de traduire ces vérités dans un programme ? Tout dépend de l'échéance qu'on se fixe. S'il s'agit de prendre le pouvoir la semaine prochaine et de le garder ensuite, un programme sans ambition aucune est évidemment seul réaliste. Mais si l'on estime que l'après-gaullisme est la première grande chance, depuis vingt ans, de transformations allant vers le socialisme, alors toutes les ambitions sont justifiées.

La fonction des partis de gauche n'a jamais été de s'aligner sur l'homme momentanée des électeurs et de les suivre à tout prix, dans leur apathie ou leurs passions. Mais au contraire de les guider et de les éduquer en ouvrant de nouvelles perspectives. Car la gauche, de toute manière, n'aura jamais les faveurs des forces du capital. Si modéré que soit son programme, elle sera combattue, en cas de victoire, par la bourgeoisie. Elle n'a donc aucun intérêt à courtiser celle-ci et, lâchant la proie pour l'ombre, à cesser du même coup d'être elle-même. Le Front populaire, il y a trente ans, n'a pas échoué, comme le prétend « l'Express », faute d'avoir séduit les forces du capital, mais faute d'avoir osé les combattre avec les armes et dans les délais nécessaires.

pour réussir des films de rêve,
 il faut du goût, de l'imagination,
 de la fantaisie, de bons sujets,
 de bonnes jambes et...



...un doigt sur le bouton pour appuyer de votre LEICINA

LEICINA, de LEITZ, c'est la « qualité LEICA » en mouvement !
 LEICINA ● diaphragme entièrement automatique ● moteur électrique ● visée reflex très claire avec contrôle permanent du diaphragme et du défilement du film ● excellente stabilité par poignée repliable et appui frontal réglable ● possibilité de fondu avec marche arrière de 5 sec. ● film double 8.
 Type 8 SV : objectif zoom de 7,5/35 mm ; cadence : 16 et 24 im. sec.
 Type 8 S : objectifs 9 et 15 mm ; compléments optiques : télé 36 mm, grand angle 6,25 mm ; vitesse : 16 images seconde.



La « qualité LEICA » est le symbole mondial connu de l'optique LEITZ et de sa gamme d'articles et accessoires photographiques. Dans chaque ville, les détaillants-spécialistes LEITZ hautement qualifiés sont à votre disposition. Demandez-leur une documentation et une démonstration.

E. LEITZ-FRANCE - 8 rue de la Michodière - Paris 2e - RIC 19 49

D&G LA 15